Conseil d'Etat — Raad van State
LEGISLATION
27 V 1958

ML. — 1 — coordination (2) — L. 6155/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères, le 5 mars 1958, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant approbation du Traité instituant l'Union économique Benelux, de la Convention transitoire et des listes annexes, du protocole d'exécution, du protocole de signature et de l'échange de lettres concernant la question des primes rhénanes, signés à La Haye, le 3 février 1958", a donné le 1er avril 1958 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 5e maart 1958 door de Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende goedkeuring van het Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie, van de Overgangsovereenkomst en van de bijgevoegde lijsten, van het Uitvoeringsprotocol, van het Protocol van ondertekening en van de briefwisseling met betrekking tot de kwestie der Rijnvaartpremies, ondertekend op 3 februari 1958, te 's-Gravenhage", heeft de 1e april 1958 het volgend advies gegeven :

Les instruments que le Gouvernement se propose de soumettre à l'assentiment des Chambres mériteraient, en raison de leur importance et des effets étendus et considérables qu'ils ne manqueront pas d'avoir notamment sur le droit interne de la Belgique, une étude approfondie à laquelle le Conseil d'Etat n'a pu s'attacher suffisamment en raison de l'intense activité législative et réglementaire qui caractérise la fin de la législature.

Il doit se borner à relever les points suivants.

\+

\+ +

Les normes fondamentales et générales qui régiront l'Union économique Benelux sont énoncées aux articles 1er à 14 du Traité d'Union. Ces normes sont précisées, voire tempérées dans de nombreux cas par des dispositions ultérieures dont la majeure partie se trouvent dans la Partie 3 du Traité d'Union ainsi que dans le Protocole d'exécution.

Ce sera donc à la lumière des normes fondamentales et générales que devront être interprétées les dispositions particulières qui les complètent.

\+

\+ +

En vertu de l'article 97 du Traité d'Union "La pleine application des dispositions du Traité prend cours dès l'entrée en vigueur du Traité pour autant que la Convention transitoire n'y déroge pas".

La Convention transitoire règle, en effet, la mise en oeuvre progressive du Traité d'Union.

En organisant pour un temps limité un régime dérogatoire aux clauses du Traité d'Union, la Convention transitoire fixe pour la plupart des exceptions qu'elle prévoit, le délai dans lequel celles-ci prendront fin.

Sauf pour les restrictions relatives à la matière des paiements et des opérations de capitaux visées à l'article 30 de la Convention transitoire, qui ne devront être abrogées que lorsque la situation internationale des paiements le permettra, les autres restrictions apportées à l'application immédiate du Traité d'Union devront généralement être supprimées dans les cinq ans. Dans certains cas cependant, les délais sont plus courts.

Il est aussi des cas où la Convention accorde un délai sans exiger d'autres conditions alors que, dans d'autres cas, elle ne prévoit de période transitoire que s'il existe entre les Hautes Parties Contractantes certains déséquilibres.

Le Comité de Ministres peut, si la nécessité s'en fait sentir, proroger de deux ans les délais prévus par la Convention transitoire, comme il peut décider l'abolition anticipée des dérogations.

Le Traité contient une clause générale de sauvegarde et une clause particulière de sauvegarde relative à l'agriculture, le ravitaillement et la pêche (articles 14 et 66).

.../...

Lorsque les intérêts vitaux d'une des Hautes Parties Contractantes sont en danger, le Comité de Ministres peut, après consultation du Conseil interparlementaire consultatif et du Comité consultatif économique et social, admettre les Etats, pendant le délai qu'il fixe, à instaurer des mesures non conformes au Traité.

\+

\+ \+

L'article 2 du Traité instituant l'Union économique Benelux reconnaît, en son numéro 1, aux ressortissants des Hautes Parties Contractantes la faculté d'entrer sur le territoire des autres Parties Contractantes et d'en sortir. Le numéro 2 du même article leur reconnaît le traitement accordé aux nationaux dans divers domaines qu'il énumère, à savoir :

a) la circulation, le séjour et l'établissement;

b) l'exercice d'activités économiques et professionnelles, y compris la prestation de services;

c) les opérations relatives aux capitaux;

d) les conditions de travail;

e) le bénéfice de la sécurité sociale;

f) les impôts et les taxes généralement quelconques;

g) la jouissance des droits civils ainsi que la protection légale et judiciaire de leur personne, de leurs droits et de leurs intérêts.

On n'aperçoit pas clairement si ces dispositions formulent des principes que les Etats signataires s'engagent à mettre en oeuvre en y adaptant

.../...

leur législation ou si, au contraire, ces dispositions énoncent des règles qui, par l'approbation et la publication du Traité, s'intègrent d'emblée dans le droit interne. Dans le second cas, le bénéfice pourra en être revendiqué directement par les ressortissants des Etats signataires et l'application de la législation antérieure sera suspendue à leur égard. Les règlements postérieurs que l'exécutif pourrait prendre, de même que les décisions administratives qui y contreviendraient, pourraient, quant à leur légalité, être déférés aux tribunaux et au Conseil d'Etat.

Si les règles du Traité sont, en principe, applicables de plein droit, en fait, cependant, l'application immédiate ne sera que l'exception. La Convention transitoire admet, en effet, une application progressive du Traité dans de nombreux domaines tandis que le Traité lui-même, à plusieurs reprises, après avoir posé une règle générale, prévoit que le contenu exact de la règle fera l'objet d'une convention ultérieure. Il en est ainsi des dispositions de l'article 2, 1, et de l'article 2, 2, a (article 55 du Traité), de l'article 2, 2, g (article 56 du Traité), de l'article 2, 2, d et e (article 60 du Traité).

La règle de l'article 2, 2, c (opérations relatives aux capitaux) ne sera pas non plus d'application immédiate. En effet, l'article 30 de la Convention transitoire précise que les Hautes Parties Contractantes s'engagent à abolir les mesures dérogeant aux dispositions du Traité d'Union lorsque la situation internationale le permettra. La même disposition prévoit que les dispositions actuelles relatives aux restrictions en matière de paiement et d'opérations de capitaux restent en vigueur.

.../...

Ainsi, de l'article 2, 2, seules les clauses b et f sont finalement susceptibles d'application immédiate.

Celle-ci ne paraît pas douteuse pour l'octroi du traitement accordé aux nationaux en ce qui concerne les impôts et les taxes généralement quelconques (article 2, 2, f). Cette disposition pourra avoir une incidence sur l'application de l'article 13, § 1er , de l'arrêté royal du 22 septembre 1937 pris en exécution des lois coordonnées relatives aux impôts sur les revenus, article relatif à la fixation des minima des bénéfices des firmes étrangères qui attestent n'avoir aucune comptabilité.

Quant aux activités économiques et professionnelles "le traitement des ressortissants, en ce qui concerne l'exercice d'un emploi salarié auprès d'un employeur privé, est "en vertu de l'article 60 du Traité" déterminé par convention entre les Hautes Parties Contractantes", mais l'article 3 du Protocole d'exécution renvoie au Traité de travail signé à La Haye le 7 juin 1956, qui "détermine les modalités d'exécution de l'article 60 du Traité d'Union". L'article 2, 2, b, n'aura donc pas d'effet immédiat en droit interne.

Il importe cependant de remarquer que le Traité de Travail qui a été signé le 7 juin 1956, mais qui n'a pas encore été soumis à l'approbation des Chambres, permet à tous les nationaux d'une des Hautes Parties contractantes d'offrir ou de prendre sur un pied d'égalité tout travail auprès d'un employeur privé, sur le territoire d'une des autres Parties contractantes, sans qu'une autorisation de travail ou d'embauchage non requise de ses nationaux soit imposée.

.../...

Il semble que, sur ce point, le Traité de Travail aura lui, lors de son entrée en vigueur, un effet immédiat en droit interne et qu'il suspendra l'application aux nationaux des Hautes Parties Contractantes des dispositions relatives aux permis de travail.

En ce qui concerne les travailleurs indépendants, le Traité suspend-il l'exigence pour les ressortissants des autres Parties Contractantes de la carte professionnelle ? Aucune autre disposition du Traité ne met obstacle à l'application de plein droit de la règle contenue à l'article 2, 2, b. On remarquera cependant que l'article 2 de la Convention transitoire envisage la possibilité d'instituer pour les ressortissants des autres Parties Contractantes des conditions d'exercice qui ne sont pas exigées des Belges en matière d'artisanat, de commerce de détail, de commerce de gros, d'industrie et de prestation de services. La mise en oeuvre de cette faculté est subordonnée à l'autorisation du Comité de Ministres institué par l'article 16 du Traité.

Il s'ensuit que, dès l'entrée en vigueur du Traité d'Union, l'arrêté royal n° 62 du 16 novembre 1939 portant réglementation de l'activité professionnelle des étrangers, confirmé par la loi du 16 juin 1947, ne pourra plus être appliqué aux ressortissants des Hautes Parties Contractantes si d'autres mesures ne sont prises avec l'agrément du Comité de Ministres.

\+

\+ \+

.../...

Tant le Traité d'Union que la Convention transitoire et le Protocole d'exécution s'approprient de nombreuses dispositions de conventions antérieures.

De plus, les articles 12 à 14 du Protocole d'exécution soit abrogent, soit suspendent pendant la durée du Traité d'Union tantôt pour le tout, tantôt pour partie, diverses conventions.

Enfin, trois articles du Protocole d'exécution renvoient à des conventions antérieures pour la détermination des modalités d'exécution du Traité d'Union et de la Convention transitoire. Ce sont :

1° l'article 2 qui se réfère au Protocole concernant le traitement national en matière d'adjudication de travaux et d'achat de marchandises signé à Bruxelles le 6 juillet 1956. Ce Protocole a été approuvé par les Chambres législatives mais n'a pas encore été publié;

2° l'article 3 qui se réfère au Traité de Travail signé à La Haye le 7 juin 1956. Ce Traité n'a pas jusqu'à présent été soumis à l'approbation des Chambres;

3° l'article 8 qui se réfère à l'Accord relatif à la libération des transferts de capitaux entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et les Pays-Bas, signé à Bruxelles le 8 juillet 1954. Cet accord, qui n'avait été conclu que pour un an mais qui a été renouvelé depuis, d'année en année, ne requerrait pas, selon les renseignements donnés au

.../...

Conseil d'Etat, l'approbation des Chambres parce qu'il ne serait ni de nature à grever l'Etat, ni de nature à obliger individuellement les Belges, ni de nature à déroger aux lois belges.

L'exposé des motifs du projet de loi déclare à la page 40 que "de cette manière" ces accords "sont intégrés dans le système de l'Union économique".

On pourrait, en effet, soutenir que l'approbation du Traité d'Union et des instruments qui l'accompagnent entraînera l'approbation implicite des dispositions des conventions antérieures que ces actes diplomatiques déclarent applicables ou auxquels ils se réfèrent expressément (cfr. les conclusions de M. R. HAYOIT de TERMICOURT, premier avocat général à la Cour de cassation, précédant l'arrêt du 11 décembre 1953 , Revue critique de jurisprudence belge 1954, p.87).

Il serait toutefois préférable , pour éviter toute controverse , de soumettre les conventions qui le requièrent à l'approbation expresse des Chambres législatives. Il sera en outre nécessaire, quelle que soit la décision prise en ce qui concerne leur approbation, de veiller à leur publication.

\+

\+ \+

L'article 16 du Traité d'Union institue un Comité de Ministres qu'il charge de veiller "à l'application du Traité" et d'assurer "la réalisation des objectifs fixés par celui-ci".

.../...

Le Comité de Ministres est habilité à prendre des décisions qui engagent les Hautes Parties Contractantes. Ses décisions sont soumises à la règle de l'unanimité, mais celle-ci est toutefois entendue en ce sens qu'un accord formel des trois Hautes Parties Contractantes n'est pas requis. En vertu de l'article 18 du Traité, "l'abstention d'une Haute Partie Contractante ne constitue pas un obstacle à ce qu'une décision soit acquise".

Le Comité de Ministres ne peut cependant lier en toutes circonstances les Hautes Parties Contractantes. Ses décisions n'ont cet effet que dans les cas expressément prévus par le Traité (article 19).

\+

\+ \+

Le chapitre VII du Traité d'Union crée le Collège arbitral, dont la mission est de trancher les différends qui n'ont pu être aplanis au sein du Comité de Ministres et "qui pourraient s'élever entre les Hautes Parties Contractantes en ce qui concerne l'application du Traité et des dispositions conventionnelles relatives à son objet" (articles 41 et 45).

.../...

Le Comité de Ministres peut, en outre, lui demander des avis consultatifs sur des questions de droit relatives aux stipulations du Traité ou des conventions complémentaires (article 52).

Le Collège arbitral statue sur la base du respect du droit. Il ne statue ex aequo et bono que "si les parties sont d'accord" (article 45). Cependant, dans le cas prévu à l'article 4 de la Convention transitoire, c'est-à-dire au cas où il existerait un déséquilibre important dans les adjudications, le Collège arbitral statue exclusivement ex aequo et bono.

Les sentences arbitrales sont définitives et sans recours. L'article 50 du Traité d'Union dispose qu'au cas où l'une des Parties n'aurait pas exécuté une sentence du Collège arbitral ou une mesure conservatoire prescrite par celui-ci, l'autre Partie est en droit de saisir la Cour internationale de justice.

Cet article 50 n'a pas pour objet de donner compétence à la Cour internationale de justice pour examiner à nouveau les différends séparant les Etats.

Aux termes de l'article 36, 2, du statut de la Cour internationale de justice, approuvé par la loi du 14 décembre 1945, les Etats parties peuvent reconnaître comme obligatoire à l'égard de tout autre Etat acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur les différends ayant pour objet :"...

.../...

c) La réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international;

d) la nature ou l'étendue de la réparation due pour la rupture d'un engagement international".

La Belgique a déclaré, le 10 juin 1948, reconnaître pour cinq ans comme obligatoire la juridiction de la Cour internationale de justice. Les Chambres ont donné leur assentiment par la loi du 17 juin 1948. Actuellement, cette disposition a cessé ses effets, mais un projet de loi a été déposé en vue d'obtenir l'assentiment des Chambres à une nouvelle déclaration reconnaissant la juridiction obligatoire de la Cour internationale de justice (Ch. Session 1956-1957, document 656, n° 1, du 5 février 1957).

La non-exécution d'une sentence du Collège arbitral ou d'une mesure conservatoire prescrite par celui-ci constituera la violation d'un engagement international, sur la réalité de laquelle la Cour internationale aura à se prononcer, ainsi que sur la réparation à apporter. L'article 50 du Traité a simplement pour objet de maintenir la compétence de la Cour internationale de justice sur ces deux points. Ce ne sera pas le bien-fondé de la sentence arbitrale qui pourra être soumis au jugement de la Cour, mais uniquement le problème de l'inexécution de la sentence et des conséquences de cette inexécution quant à la réparation.

.../...

On remarquera que la disposition de l'article 48 du Traité d'Union ne donne au Collège arbitral le pouvoir de fixer la nature et l'étendue de la réparation que si le droit interne de la partie contractante, dont la décision ou la mesure est contraire au Traité, ne permet pas d'en effacer les conséquences.

De oorkonden welke de Regering zich voorneemt ter goedkeuring aan de Kamers voor te leggen, zijn zo belangrijk en zullen, met name voor het nationaal Belgisch recht, zo ver strekkende gevolgen hebben, dat zij ongetwijfeld een grondige studie zouden verdienen ; de grote bedrijvigheid in zaken van wetgeving en verordening, die het einde van de legislatuur kenmerkt, heeft de Raad van State echter de gelegenheid tot zodanige studie in ruime mate ontnomen.

Daarom moet hij zich tot het volgende beperken.

+

\+ +

De algemene en fundamentele regelen die in de Benelux Economische Unie zullen gelden, zijn neergelegd in de artikelen 1 tot 14 van het Unieverdrag. Deze regelen worden verduidelijkt en in tal van gevallen verzacht door verdere voorschriften, waarvan de meeste in Deel 3 van het Unieverdrag en in het Uitvoeringsprotocol zijn te vinden.

De bijzondere voorzieningen welke de algemene en fundamentele regelen aanvullen, behoren dus aan de hand hiervan te worden uitgelegd.

+

\+ +

.../...

Artikel 97 van het Unieverdrag zegt : "De volledige toepassing der bepalingen van dit Verdrag vangt aan bij de inwerkingtreding van het Verdrag voor zover de Overgangsovereenkomst geen afwijkende bepalingen bevat".

De Overgangsovereenkomst regelt immers de geleidelijke inwerkingstelling van het Unieverdrag.

Zij voert voor een beperkte tijd een van het Unieverdrag afwijkende regeling in en stelt hierbij, voor de meeste uitzonderingen die zij bevat, de termijn vast waarin zij een einde zullen nemen.

Behalve de beperkingen in verband met betalingen en kapitaaltransacties zoals bedoeld in artikel 30 van de Overgangsovereenkomst, die eerst zullen worden opgeheven wanneer de verhoudingen in het internationale betalingsverkeer hiertoe de mogelijkheid bieden, zullen de overige beperkingen van de onmiddellijke toepassing van het Unieverdrag over het algemeen binnen vijf jaar worden opgeheven. In sommige gevallen echter is de termijn nog korter.

Ook zijn er gevallen waarin de Overeenkomst zonder meer een termijn vaststelt, terwijl zij in andere de overgangsregeling afhankelijk stelt van het bestaan van een verstoord evenwicht tussen de verdragsluitende Staten.

.../...

Het Comité van Ministers kan in geval van gebleken noodzaak de in de Overgangsovereenkomst bepaalde tijdvakken met twee jaar verlengen, evengoed als het de voortijdige afschaffing van de afwijkingen kan gelasten.

Het Verdrag bevat een algemene beschermingsclausule en een bijzondere beschermingsclausule met betrekking tot de landbouw, de voedselvoorziening en de visserij (artikelen 14 en 66).

Ingeval de levensbelangen van een der Hoge Verdragsluitende partijen in gevaar zijn, kan het Comité van Ministers, na advies van de Raadgevende Interparlementaire Raad en van de Economische en Sociale Raad van Advies, toestaan dat Staten gedurende een tijd die het vaststelt, maatregelen nemen in afwijking van het Verdrag.

\+

\+ \+

Artikel 2 van het Verdrag tot instelling van de Benelux Economische Unie zegt onder nummer 1, dat de onderdanen van de Hoge Verdragsluitende partijen bevoegd zijn het grondgebied van de andere Verdragsluitende Partijen binnen te komen en te verlaten. Krachtens nummer 2 van hetzelfde artikel genieten zij de behandeling welke voor de eigen onderdanen geldt op de verschillende opgesomde gebieden, namelijk :

.../...

a) bewegingsvrijheid, verblijf en vestiging ;

b) uitoefening van economische en beroepswerkzaamheden, met inbegrip van de verlening van diensten ;

c) kapitaaltransacties ;

d) arbeidsvoorwaarden ;

e) aanspraken inzake sociale zekerheid ;

f) rechten en belastingen van welke aard ook ;

g) het genot van de burgerlijke rechten alsmede de wettelijke en gerechtelijke bescherming van hun persoon, hun rechten en hun belangen.

Het is niet duidelijk of deze bepalingen beginselen stellen, welke de ondertekenende Staten zich verbinden onder aanpassing van hun eigen wetgeving uit te voeren, dan wel of zij regelen stellen die, door de goedkeuring en de bekendmaking van het Verdrag, zonder meer in het nationale recht worden opgenomen. In het tweede geval kunnen onderdanen van de ondertekenende Staten rechtstreeks de toepassing van het Verdrag eisen, en vindt de vroegere wetgeving niet langer op hen toepassing. De vraag naar de wettigheid van de verordeningen welke de uitvoerende macht achteraf mocht uitvaardigen, en van de administratieve beslissingen die met het Verdrag in strijd mochten zijn, kan voor de rechtbanken en voor de Raad van State worden gebracht.

Vinden de regelen van het Verdrag in beginsel van rechtswege toepassing, in feite zullen zij slechts bij uitzondering onmiddellijk worden toegepast. Volgens de Overgangsovereenkomst moet het Verdrag immers op velerlei gebied slechts progressief worden toegepast, terwijl in het Verdrag zelf herhaaldelijk na een algemene regel wordt gezegd, dat over de juiste inhoud van de regel naderhand een overeenkomst zal worden getroffen. Dit is het geval met de bepalingen van

.../...

artikel 2, 1, en van artikel 2, 2, a (artikel 55 van het Verdrag), van artikel 2, 2, g (artikel 56 van het Verdrag), en van artikel 2, 2, d en e (artikel 60 van het Verdrag).

De regel van artikel 2, 2, c (kapitaaltransacties) vindt evenmin onmiddellijke toepassing. Artikel 30 van de Overgangsovereenkomst bepaalt immers, dat de Hoge Verdragsluitende Partijen zich verbinden de maatregelen die van de bepalingen van het Unieverdrag afwijken, op te heffen wanneer de internationale toestand hiertoe de mogelijkheid biedt. Dezelfde bepaling zegt, dat de huidige voorzieningen betreffende de beperkingen inzake betaling en kapitaaltransacties van kracht blijven.

Zodoende kunnen van de bepalingen van artikel 2, 2, alleen de voorzieningen onder b en f onmiddellijk toepassing krijgen.

Het lijdt geen twijfel, dat de bepaling inzake de behandeling welke voor de eigen onderdanen geldt voor wat betreft rechten en belastingen van welke aard ook (artikel 2, 2, f) onmiddellijk van toepassing is. Bedoelde bepaling kan invloed hebben op de toepassing van artikel 13, § 1, van het koninklijk besluit van 22 september 1937, genomen ter uitvoering van de gecoördineerde wetten op de inkomstenbelastingen, welk artikel betrekking heeft op de vaststelling van de minimumwinst van de buitenlandse firma's die verklaren dat zij zonder boekhouding werken.

.../...

Ten aanzien van de uitoefening van economische beroepswerkzaamheden, wordt "de behandeling van de onderdanen van de Hoge Verdragsluitende Partijen, wat betreft het vervullen van een betrekking in loondienst bij een particuliere werkgever", krachtens artikel 60 van het Verdrag "bij overeenkomst tussen de Hoge Verdragsluitende Partijen geregeld", maar artikel 3 van het Uitvoeringsprotocol verwijst naar het op 7 juni 1956 te 's-Gravenhage ondertekende Arbeidsverdrag, dat "de wijze van uitvoering van artikel 60 van het Unieverdrag" bepaalt. Artikel 2, 2, b, zal dus geen onmiddellijke uitwerking hebben in het interne recht.

Er zij echter opgemerkt, dat het op 7 juni 1956 ondertekende Arbeidsverdrag, dat nog niet aan de Wetgevende Kamers ter goedkeuring is voorgelegd, alle eigen onderdanen van een der Hoge Verdragsluitende Partijen machtigt om op het grondgebied van een der andere Verdragsluitende Partijen op gelijke voet alle werk aan te bieden of te aanvaarden, zonder dat een arbeids- of wervingsvergunning kan worden opgelegd wanneer zulke vergunning van de eigen onderdanen niet wordt geëist.

Het ziet er naar uit, dat het Arbeidsverdrag in dat opzicht bij zijn inwerkingtreding onmiddellijk het interne recht zal beïnvloeden, en dat de bepalingen betreffende de arbeidsvergunningen niet meer van toepassing zullen zijn op de eigen onderdanen van de Hoge Verdragsluitende Partijen.

Bepaalt het Verdrag ten aanzien van de zelfstandigen, dat de onderdanen van de andere Verdragsluitende Partijen geen beroepskaart meer moeten hebben ? Geen enkele andere bepaling van het Verdrag verhindert, dat de regel van artikel 2, 2, b, van rechtswege wordt toegepast. Het valt nochtans op, dat artikel 2 van de Overgangsovereenkomst mogelijkheid biedt om voor onderdanen van de andere Verdragsluitende Partijen eisen voor de uitoefening van

.../...

beroepswerkzaamheden in te voeren, die niet voor Belgen gelden, op het gebied van ambacht, kleinhandel, groothandel, industrie en dienstenverlening. Opdat van die mogelijkheid gebruik kan worden gemaakt, is machtiging vereist van het door artikel 16 van het Verdrag opgerichte Comité van Ministers.

Uit dit alles volgt, dat het door de wet van 16 juni 1947 bekrachtigde koninklijk besluit nr 62 van 16 november 1939 houdende reglementering van de beroepsbedrijvigheid van de vreemdelingen, niet meer op onderdanen van de Hoge Verdragsluitende Partijen zal kunnen worden toegepast zodra het Unieverdrag in werking treedt, tenzij met de instemming van het Comité van Ministers andere maatregelen worden genomen.

\+
\+ \+

Zowel in het Unieverdrag als in de Overgangsovereenkomst en in het Uitvoeringsprotocol zijn tal van voorzieningen uit vroegere overeenkomsten overgenomen.

Door de artikelen 12 tot 14 van het Uitvoeringsprotocol worden bovendien een aantal overeenkomsten ofwel "afgeschaft", ofwel voor de looptijd van het Unieverdrag geheel of gedeeltelijk geschorst.

Tenslotte wordt in drie artikelen van het Uitvoeringsprotocol naar vroegere overeenkomsten verwezen voor de vaststelling van de regelen inzake uitvoering van het Unieverdrag en van de Overgangsovereenkomst, namelijk :

1° in artikel 2, dat verwijst naar het op 6 juli 1956 te Brussel ondertekende protocol betreffende de nationale behandeling bij de aanbesteding van werken en de aankoop van goederen. Dit protocol is door de Wetgevende Kamers goedgekeurd, maar nog niet bekendgemaakt;

.../...

2° in artikel 3, dat verwijst naar het op 7 juni 1956 te 's-Gravenhage ondertekende Arbeidsverdrag. Dit Verdrag is aan de Kamers nog niet ter goedkeuring voorgelegd;

3° in artikel 8, dat verwijst naar het op 8 juli 1954 te Brussel ondertekende Akkoord inzake de liberalisering van het kapitaalverkeer tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en Nederland. Dit aanvankelijk voor een jaar gesloten akkoord is naderhand telkens voor een jaar verlengd. Naar aan de Raad van State is medegedeeld, kan goedkeuring door de Kamers hier achterwege blijven, omdat het akkoord niet van zodanige aard is dat het de Staat bezwaart, Belgen persoonlijk bindt of van Belgische wetten afwijkt.

Op bladzijde 40 verklaart de memorie van toelichting van het wetsontwerp, dat deze akkoorden "aldus in de opzet der Economische Unie zijn ingepast".

Er is immers iets voor te zeggen, dat de goedkeuring van het Unieverdrag en van de daarbijhorende oorkonden zal leiden tot stilzwijgende goedkeuring van de voorzieningen van vroegere overeenkomsten, die door deze diplomatieke akten toepasselijk worden verklaard of waar ze uitdrukkelijk naar verwijzen (cfr. de conclusies van de H. HAYOIT de TERMICOURT, eerste-advocaat-generaal bij het Hof van cassatie, bij het arrest van 11 december 1953. Revue critique de jurisprudence belge, 1954, blz. 87).

.../...

Om twijfel uit te sluiten, ware het echter verkieslijk, de overeenkomsten waarvoor dit nodig is uitdrukkelijk door de Wetgevende Kamers te doen goedkeuren. In welke zin over die goedkeuring ook wordt beslist, voor een bekendmaking van de overeenkomsten moet alleszins worden gezorgd.

\+

\+ \+

Volgens artikel 16 van het Unieverdrag is er een Comité van Ministers, dat "zorg draagt voor de toepassing van dit Verdrag en de verwezenlijking van de daarin vervatte doelstellingen verzekert".

Het Comité van Ministers is bevoegd tot het nemen van beslissingen die de Hoge Verdragsluitende Partijen verbinden. Die beslissingen moeten met algemene stemmen worden genomen, in die zin echter dat geen uitdrukkelijke instemming van de drie Hoge Verdragsluitende Partijen is vereist. Volgens artikel 18 van het Verdrag "verhindert de onthouding van een Hoge Verdragsluitende Partij niet dat een besluit wordt genomen".

Niet onder alle omstandigheden zal een besluit van het Comité van Ministers de Hoge Verdragsluitende Partijen binden. Dit gevolg verkrijgt het alleen in de uitdrukkelijk door het Verdrag bepaalde gevallen (artikel 19).

\+

\+ \+

.../...

In hoofdstuk VII van het Unieverdrag wordt het college van scheidsrechters opgericht dat belast is met het beslechten van geschillen die in het Comité van Ministers niet konden worden bijgelegd en "die tussen de Hoge Verdragsluitende Partijen zouden kunnen rijzen met betrekking tot de toepassing van het Verdrag en van de overeenkomsten welke betrekking hebben op de doelstelling van dit Verdrag" (artikelen 41 en 45).

Het Comité van Ministers kan het college bovendien verzoeken, advies uit te brengen nopens rechtsvragen met betrekking tot de bepalingen van het Verdrag of van de aanvullende overeenkomsten (artikel 52).

Het college van scheidsrechters doet uitspraak op grondslag van de eerbiediging van het recht. Het doet alleen uitspraak ex aequo et bono "met instemming van Partijen". In het onder artikel 4 van de Overgangsovereenkomst bedoeld geval echter, namelijk als een belangrijke ongelijkheid mocht bestaan tussen de aanbestedingen, doet het college van scheidsrechters uitsluitend ex aequo et bono uitspraak.

De vonnissen van het college van scheidsrechters zijn definitief en niet vatbaar voor beroep. Artikel 50 van het Unieverdrag zegt : "Ingeval een der Partijen een vonnis van het college van scheidsrechters of een door hem voorgeschreven conservatoire maatregel niet ten uitvoer zou hebben gelegd, is de andere Partij gerechtigd zich te wenden tot het Internationaal Gerechtshof".

.../...

Dit artikel 50 strekt er niet toe het Internationaal Gerechtshof bevoegd te verklaren om tussen de Staten gerezen geschillen opnieuw te onderzoeken.

Krachtens artikel 36, 2, van het statuut van het Internationaal Gerechtshof, goedgekeurd bij de wet van 14 december 1945, kunnen de Staten die partij zijn tegenover iedere andere Staat, die dezelfde verplichting aanvaardt, de rechtsmacht van het Hof als verplicht aanvaarden voor alle geschillen betrekking hebbende op : "...

c) het bestaan van enig feit, dat, wanneer het werd vastgesteld, de schending van een internationale verbintenis zou inhouden;

d) de aard of de omvang van de vergoeding verschuldigd voor de schending van een internationale verbintenis".

Op 10 juni 1948 heeft België verklaard, de verplichte rechtsmacht van het Internationaal Gerechtshof voor vijf jaar te erkennen. Een wet van 17 juni 1948 heeft aan deze verklaring haar goedkeuring gehecht. Thans heeft deze verklaring geen waarde meer, maar een wetsontwerp is ingediend om de Kamers te verzoeken in te stemmen met een nieuwe verklaring, waarin de verplichte rechtsmacht van het Internationaal Gerechtshof word erkend (Kamer, zitting 1956-1957, document 656, nr 1, van 5 februari 1957).

.../...

De niet-tenuitvoerlegging van een vonnis van het college van scheidsrechters of van een door dit college gelaste conservatoire maatregel zal een overtreding van een volkenrechtelijke verbintenis zijn, over welker bestaan en schadeloosstelling het Internationaal Gerechtshof zich zal moeten uitspreken. Het doel van artikel 50 van het Verdrag is eenvoudig de bevoegdheid van het Internationale Gerechtshof op deze twee punten te handhaven. Het Hof zal dus niet te oordelen hebben over de gegrondheid van het scheidsrechtelijk vonnis, maar uitsluitend over de vraag naar de niet-tenuitvoerlegging van het vonnis en naar de gevolgen hiervan ten aanzien van de schadevergoeding.

Opgemerkt moge worden, dat het college van scheidsrechters krachtens het bepaalde in artikel 48 van het Unieverdrag slechts dan tot het vaststellen van aard en omvang van de schadevergoeding bevoegd is, wanneer het nationale recht van de Verdragsluitende Partij, waarvan de beslissing of de maatregel met het Verdrag in strijd is, geen gelegenheid biedt om de gevolgen van die beslissing of maatregel ongedaan te maken.

La chambre était composée de

Messieurs :	F. LEPAGE,	conseiller d'Etat,	président
de Heren :		raadsheer van State,	voorzitter
	L. MOUREAU,	conseillers d'Etat,	
	G. HOLOYE,	raadsheren van State,	
	P. ANSIAUX,	assesseurs de la section de législation,	
	F. DUCHENE,	bijzitters van de afdeling wetgeving,	
Madame :	J. DE KOSTER,	greffier adjoint,	greffier.
Mevrouw :		adjunct-griffier,	griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. F. LEPAGE.

Le rapport a été présenté par M. P. MAROY, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. F. LEPAGE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. P. MAROY, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) J. DE KOSTER.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) F. LEPAGE.